
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 16/3 (1989)

DOI: 10.11588/fr.1989.3.53744

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

›Quellen zur Geschichte der deutschen Gewerkschaftsbewegung im 20. Jh.‹ édités sous les auspices du DGB au Bund Verlag. Le volume (Die Gewerkschaften in den Anfangsjahren der Republik 1919–1924, Cologne 1985) a été composé par Michael Ruck lui-même¹.

Alain LATTARD, Paris

Gerhard SCHULZ, Verfassungspolitik und Reichsreform in der Weimarer Republik. Band 2: Deutschland am Vorabend der Großen Krise. Zwischen Demokratie und Diktatur, Berlin, New York (Walter de Gruyter) 1987, VI–531 S.

Après le flot de publications sur le national-socialisme et le III^e Reich – et l'auteur de cet ouvrage s'est signalé en ce domaine en éditant, avec Karl Dietrich Bracher et Wolfgang Sauer, un ouvrage de référence¹ –, il était normal que les historiens s'intéressent à la préhistoire du nouveau régime. Non seulement à l'arrivée au pouvoir des nazis, mais à l'évolution des forces politiques et aux situations qui avaient abouti à la mort de la République de Weimar.

Gerhard Schulz lui-même a consacré plusieurs études à cette problématique qui, manifestement, l'intéresse de longue date, sans parler des publications de documents relatifs au Ministère Brüning (p. VI, note 2)². Et là réside précisément une première difficulté. Le présent livre n'est qu'une partie d'un ensemble plus vaste. Il se présente comme le tome 2 d'un ouvrage publié il y a un quart de siècle et annonce un troisième volume consacré à ›l'ère Brüning‹ (p. VI–VII). D'évidence, Schulz n'allait pas ici reprendre en détail les analyses développées dans ›Aufstieg des Nationalsozialismus‹ ou qui vont l'être dans le volume consacré aux gouvernements du chancelier Brüning³. D'où certaines lacunes apparentes ici, mais comblées ailleurs. Les deux orientations principales de l'ouvrage – et qui font pour une bonne part son originalité – consistent à situer les phénomènes politiques, économiques, etc., allemands dans un contexte plus vaste, à souligner les ›connexions internationales‹ (p. VII) qui pour partie les expliquent, et par ailleurs à remonter si possible jusqu'à l'origine de ces phénomènes, à étudier leur naissance et leurs avatars.

Dans les deux premières parties, Gerhard Schulz retrace le contexte économique et le fonctionnement des institutions. Les deux suivantes sont consacrées aux événements qui précèdent et expliquent l'arrivée aux affaires de Brüning. Difficultés du cabinet de ›grande coalition‹ et agitation provoquée par le plan Young. C'est dire qu'alternent vastes aperçus, questions générales (ici l'auteur part souvent des analyses d'autres historiens qu'il commente et discute) et études ponctuelles et fouillées (à partir de sources souvent inédites ou de documents qu'il a lui-même précédemment découverts).

La plupart des jugements et des appréciations auxquels aboutit Gerhard Schulz nous paraissent pertinents et fondés. Cependant la fragilité des ministères allemands qui se sont succédés entre 1924 et 1928 (p. 211) est toute relative et tempérée par le fait non souligné que, comme en France (p. 211, note 1), les mêmes personnalités, à commencer par les chanceliers, Luther et Marx, occupent souvent les mêmes postes. Cette fragilité nous semble être plus un thème de propagande de la droite qu'une réalité. Peut-on par ailleurs affirmer que le corps des fonctionnaires et la Reichswehr sont acquis au régime républicain (p. 352)? Que peu d'officiers

1 Voir le compte rendu de W. ALBRECHT dans FRANCIA 15 (1987) p. 1058–1060.

1 Karl Dietrich BRACHER, Gerhard SCHULZ, Wolfgang SAUER, Die nationalsozialistische Machtergreifung. Studien zur Errichtung des totalitären Herrschaftssystems in Deutschland 1933–1934, 3^e éd., Francfort, Berlin, Vienne, 1974.

2 Voir Bibliographie du présent ouvrage p. 518.

3 Gerhard SCHULZ, Aufstieg des Nationalsozialismus – Krise und Revolution in Deutschland. Francfort,

supérieurs aient été prêts à s'engager en vue du rétablissement de la monarchie (p. 353), c'est évident, mais pas plus que la majorité des hauts-fonctionnaires et des professeurs d'université, cette catégorie de serviteurs de l'Etat n'avait de sympathies pour le régime républicain. Aussi bien, Schulz laisse-t-il entendre ailleurs (p. 430) que la Reichswehr n'hésitait pas à soutenir par tous les moyens le Stahlhelm qui ne cachait pas son hostilité à la République. Enfin l'affirmation que les nationaux-socialistes auraient été les maîtres à penser ou à agir (Lehrmeister, p. 438) du K. P. D. nous paraît totalement aventurée. Elle devient même cocasse si on la met en regard des affirmations récentes d'un Nolte ou d'un Fest sur la « priorité » du Goulag par rapport à Auschwitz. Ce sont là des points relativement mineurs. En revanche que de développements nouveaux et éclairants. A commencer – ce qui n'est pas la règle chez les historiens ouest-allemands – par la primauté accordée aux questions économiques. Le lecteur apprendra dans cette première partie que l'étalement des réparations allemandes jusqu'en 1987 ou 1988, – et on sait que la clause du plan Young prévoyant des versements échelonnés sur 62 ans fut ressentie par l'opinion allemande comme insupportable – était à l'époque une pratique courante, acceptée par la France, la Yougoslavie ou le Portugal s'agissant de leurs dettes (p. 38). Plus importante – et fondée selon nous – l'idée selon laquelle la période 1924–1929, celle de la « stabilisation relative », fut en fait marquée par une série de crises (p. 91 et suivantes). Intéressant le développement qui analyse l'accroissement du rôle (national et international) des grands Konzerns industriels allemands (p. 145).

Schulz montre bien comment Hitler a purement et simplement repris en les portant à leur paroxysme un certain nombre de thèmes politiques de la droite classique (p. 256–257). A ce propos on aurait aimé en savoir plus sur le financement du N. S. D. A. P., l'auteur se bornant à dire – ce qui nous paraît évident⁴ – que les cotisations des adhérents ne pouvaient couvrir les énormes dépenses du parti (p. 447).

On notera au passage des « détails » significatifs, voire révélateurs. L'apparition du terme *undeutsch* dans le vocabulaire national-socialiste (p. 425) et surtout l'importance considérable qu'a, pour l'opinion allemande, dix ans après Versailles, la culpabilité attribuée par les Alliés à l'Allemagne dans le déclenchement de la guerre de 1914. A preuve le fait que le texte du projet de loi, soumis à referendum par les adversaires du plan Young, mentionne dans chacun de ses trois premiers articles le rejet de la *Kriegsschuldenerkenntnis* (p. 427, n. 100).

L'auteur étudie en détail le rôle de Schacht et ses palinodies, sans toutefois que l'on comprenne toujours bien les motivations de ce financier aussi retors qu'ambitieux.

L'analyse qui m'a paru la plus fouillée et qui est fort éclairante est celle, poursuivie tout au long de l'ouvrage, des subventions accordées aux grands propriétaires prussiens, les Junkers ostelbiens. Faute d'avoir voulu ou pu régler ce problème par une réforme agraire, la République en sera finalement victime. Schulz montre bien le rôle majeur que cette question, somme toute secondaire joue au fil des années. Surtout à partir du moment où la Reichswehr et plus encore Hindenburg, très lié aux gros agrariens, ses voisins, attache à ces subventions, qu'il impose aux gouvernements successifs, une importance capitale. On voit à cette occasion l'idée que le maréchal-président se fait de son rôle et comment peu à peu, respectant en gros la lettre de la Constitution républicaine, il en trahit l'esprit en infléchissant le régime dans le sens d'une république présidentielle (p. 267–268) et en répudiant le système parlementaire⁵.

Peut-être aurait-il été utile de souligner plus nettement, dans cette évolution qui aboutit à la

4 Hagen Schulze écrit pourtant que « le parti s'est financé lui-même » Hagen SCHULZE, *Weimar – Deutschland 1917–1933*, Berlin 1982, p. 346. Même notation dans l'ouvrage de Hans-Ulrich THAMER, *Verführung und Gewalt, Deutschland 1933–1945*, Berlin 1986, p. 208.

5 « Für den historisch-politisch kritischen Betrachter werden die fließenden Übergänge zu einem neuen Staatsgedanken, dem die Ideen von Weimar schon fern lagen, deutlich sichtbar. » C'est déjà vrai en 1929 et ces glissements difficilement perceptibles pour les contemporains expliquent aussi pour une part comment le Troisième Reich pourra se mettre en place sans que les Allemands aient eu le sentiment que la Constitution de Weimar avait été violée.

mort de la République de Weimar, le poids et le rôle des »Machteliten«, en particulier des féodalités financières. Certes leur ralliement au national-socialisme s'opère – ou en tout cas se marque plus nettement – dans la période suivante, cette »Ära Brüning« que Schulz se propose d'analyser dans son troisième volume. Mais les premières orientations dans ce sens sont décelables dès 1929. Et cela vaut aussi pour les milieux militaires. L'auteur l'indique certes, mais pour ainsi dire en filigrane.

La place nécessairement limitée dont disposait Schulz explique sans doute que certaines forces politiques ou sociales soient absentes de cette étude. Les Eglises par exemple. Ni le Stahlhelm, ni le parti communiste allemand, ni les syndicats ne font l'objet d'une analyse approfondie, alors que leurs choix et leurs orientations permettent de mieux comprendre les changements politiques qui s'opèrent en 1929–1930.

Plus grave, parce que délibérée, nous paraît être l'absence de toute référence culturelle. L'histoire des idées, le rôle d'une revue comme »Die Tat«, le rayonnement des écrits d'un Ernst Jünger, qui n'a pas peu fait pour la diffusion de l'idéologie pré- et profasciste, autant de tâches blanches dans cet ouvrage. Or l'impact du national-socialisme, sa popularité impliquent un changement des mentalités que l'étude des faits culturels – au sens large du terme – aurait permis de mieux cerner.

Ces réserves faites, il reste que l'ouvrage de Gerhard Schulz, par l'originalité de l'angle de vue autant que par la richesse de la documentation, par l'attention portée à des faits apparemment secondaires et qui n'ont pas été sans graves répercussions – la maladie du chancelier Hermann Müller par exemple en 1929 – éclaire cette année 1929, une année-tournante dans l'histoire de la République de Weimar.

Ce deuxième tome de »Deutschland am Vorabend der Großen Krise« constitue désormais un ouvrage de référence.

Gilbert BADIA, Paris

Peter LEMPert, »Das Saarland den Saarländern!«. Die frankophilen Bestrebungen im Saargebiet 1918–1935, Köln (dme) 1985, 542 S. (Kölner Schriften zur romanischen Kultur, 3).

An neuerer Literatur zur Geschichte des Saargebiets in den Jahren des Völkerbundesregimes herrscht wahrlich kein Überfluß, und die historische Forschung ist über den Stand schon älterer Standardwerke, vor allen Dingen das von Maria Zenner¹, noch nicht weit hinausgeschritten. Auch konzentrierte sich das Interesse der Forschung eher auf die heiße Phase des Abstimmungskampfes ab 1933.

Lemperts Studie betrachtet den gesamten Zeitraum von 1918 bis 1935, doch hat er sich die scheinbar kleinste Nische der Saarpolitik dieser Jahre ausgesucht und speziell die frankophilen Organisationen analysiert. Dieser Teil des politischen Spektrums an der Saar weist jedoch im Unterschied zu seinem geringen Echo in der Bevölkerung eine erstaunliche Vielfalt an Parteien und Vereinigungen auf, die von den Historikern bislang, wohl auch auf Grund eines gewissen Degout, en passant abgehandelt wurden². Lempert hat sich als erster ausschließlich diesen Randgruppen zugewandt und beiderseits des Rheins umfangreiches Archivmaterial zusammengetragen. Als besonders aufschlußreich erwiesen sich die Unterlagen der Geheimen Staatspolizei, die die Entwicklung an der Saar aufmerksam beobachtete. Neben denen des

1 Maria ZENNER, Parteien und Politik im Saargebiet unter dem Völkerbundsregime 1920–1935, Saarbrücken 1966.

2 Eine Ausnahme bildet: Patrik von zur MÜHLEN, »Schlagt Hitler an der Saar!«. Abstimmungskampf, Emigration und Widerstand im Saargebiet 1933–1935, Bonn 1979.